

Mgr Namèche, le troisième recteur de Louvain, ne mourut pas à la tâche mais donna sa démission alors qu'il allait avoir septante ans. Avec son départ et son remplacement par Mgr Constant Pieraerts – de nouveau, un homme plus ouvert aux idées contemporaines – l'Université allait, enfin, connaître un apaisement dans la lutte entre catholiques « anciens » et « modernes », mais Rome y joua aussi un rôle de premier plan. Le pape Léon XIII, qui connaissait très bien la Belgique pour y avoir été le nonce du Saint-Siège, intervint personnellement pour que le calme revînt à l'Université. Le grand pape social poussa aussi l'UCL à mettre à son programme un cours de philosophie thomiste qui fut confié au futur cardinal Mercier. Il développa de manière considérable l'Institut supérieur de Philosophie et en fit un fleuron de l'Alma Mater.

## **Premiers incidents linguistiques**

Mgr Pieraerts dirigea l'UCL pendant un peu moins de six ans, emporté par une affection pulmonaire. Son successeur, Mgr Jean-Baptiste Abbeloos, nous intéresse non seulement parce qu'il transforma, conformément à l'esprit de l'époque, l'Université d'institution d'enseignement en centre de recherche scientifique, mais aussi parce que cet orientaliste très indépendant n'était pas insensible aux sirènes du flamingantisme.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Université, certains documents officiels furent publiés dans les deux langues nationales. Mgr Abbeloos poussa des professeurs à enseigner aussi en néerlandais. La loi l'y aida : à partir de 1890, et dans la foulée des lois linguistiques en matière de justice, des cours de droit et de procédure pénale devaient aussi être donnés dans la langue de Vondel.

Mgr Abbeloos aurait-il été jusqu'à prôner le dédoublement des cours et l'organisation d'un enseignement en néerlandais ? On peut se poser la question mais sans espérer de réponse, car le recteur allait démissionner suite à un grave conflit à propos de la place de l'Institut supérieur de Philosophie dans l'Université. Comme Désiré Mercier bénéficiait de l'appui de Rome, le recteur en tira les conséquences et ne connut donc pas les premiers vrais affrontements communautaires qui se déroulèrent au début du siècle compliquant la gestion de son successeur, Mgr Adolphe Hebbelynck.

Issu de la bourgeoisie francophone gantoise – fransquillonne – celui-ci ne partageait pas les sentiments pro-flamands d'Abbeeloos mais il n'en était pas moins à l'écoute des aspirations flamandes. Il ne put toutefois les suivre jusqu'au bout, quand, en 1907, ils demandèrent le dédoublement des cours. A ses yeux, c'était impossible à réaliser sur le plan financier. Voilà bien une position réfléchie sur la question, ce qui n'était pas le cas d'autres évêques, comme Mgr Mercier, qui refusaient catégoriquement d'en discuter parce que le néerlandais ne convenait pas, selon eux, à l'enseignement supérieur.

Certains, pendant les années soixante, rappelèrent cette intransigeance du début du siècle pour revendiquer une scission pure et simple de l'Université. Ils citèrent comme modèles ces étudiants qui avaient sensiblement perturbé les festivités du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'UCL « new look » en 1909, et qui avaient été sanctionnés pour la circonstance. A la surprise générale, lors du traditionnel cortège qui marquait cet anniversaire, les étudiants flamands réclamèrent une Université flamande : *Wij willen een Vlaamsche Hogeschool* alors que leur fanfare oublia la Brabançonne et exécuta le *Vlaamse Leeuw*. Un affront qui alla droit au coeur du cardinal Mercier présent dans la tribune officielle !

Ces incidents linguistiques n'empêchèrent pas l'arrivée d'un recteur unilingue francophone, en l'occurrence le chanoine Paulin Ladeuze, originaire de Harvengt dans le Hainaut. Ce poulain de Désiré Mercier présentait un profil de rêve : brillant exégète et co-fondateur de la *Revue d'histoire ecclésiastique*, il avait montré ses talents d'administrateur à la tête du collège du Saint-Esprit. Et c'était un homme d'une grande culture. Comme recteur, le chanoine Ladeuze – il ne devint Monseigneur qu'en 1929 – eut la grande satisfaction de voir l'UCL dotée d'une personnalité civile.

Ce fut la fameuse loi de 1911 sur laquelle on aura l'occasion de revenir car elle joua encore un rôle déterminant dans les événements autour du *Walen buiten*. Il fallut en fait la présence d'un grand juriste de Louvain au cabinet de la Justice pour obtenir la reconnaissance civile de l'Alma Mater. Il avait nom Léon de Lantsheere, et il réussit là où plusieurs collègues s'étaient jusque-là cassé les dents. Désormais, l'UCL et l'ULB allaient recevoir tous les avantages de la personnalité civile. Elles pouvaient posséder un patrimoine propre et recevoir des libéralités sans devoir passer par les obligations courantes. Seule

restriction : les deux Universités ne pouvaient posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Celle-ci était néanmoins entendue au sens large, mais ils ne pouvaient respectivement s'étendre que dans les arrondissements de Bruxelles et de Louvain.

Sur le terrain linguistique, le recteur Ladeuze en surprit plus d'un car il intervint personnellement auprès des évêques afin qu'ils autorisent un début de dédoublement des enseignements. Ce n'était certes pas encore la révolution puisque, dans un premier temps, il s'agissait de dédoubler deux cours dans chaque faculté chaque année ; mais la flamandisation des cours était entamée. Et, pour la première fois dans l'histoire de l'UCL, les étudiants pouvaient choisir, pour ces cours-là, la langue dans laquelle ils souhaitaient passer leur examen.

Survint alors la Première guerre mondiale, avec ses destructions et ses crimes horribles contre l'humanité. Pour Louvain, ce fut aussi une parenthèse pénible pendant laquelle il n'était évidemment pas question de poursuivre les cours, malgré tous les appels du pied allemands qui avaient espéré diviser le monde universitaire. Mieux, l'Université sortit de la guerre auréolée d'un réel prestige auquel n'était pas étranger l'incendie de sa grande bibliothèque « à cause de la barbarie allemande » que l'on qualifiait encore en ce temps-là de « fureur teutonique ». Partout, en Europe et en Amérique, des voix s'élevèrent pour aider à sa reconstruction non sans imposer, par le traité de Versailles, aux Allemands de restituer de manière équivalente les trésors emportés dans l'incendie d'août 1914.

Malgré tous les problèmes liés à la reconstruction du pays, l'Université de Louvain put rapidement retrouver son rythme de croisière et, vraie révolution cette fois – près de trente ans après les autres Universités – le corps étudiant se féminisa aussi en 1920. Dire que les autorités de l'Alma Mater étaient très heureuses de l'irruption des filles d'Ève dans les auditoriums serait prendre quelque liberté avec la réalité ! Le recteur Ladeuze l'avait dit clairement : « ce n'est pas que nous souhaitons les voir se précipiter en grand nombre vers des professions dont la plupart sont peu compatibles avec la fonction normale que leur nature leur assigne dans la société... »

Il fallait relativiser : la première année, elles ne furent que 39 à s'installer dans les travées des auditoriums et une bonne moitié d'entre elles étaient des... religieuses.

Le vrai souci de la hiérarchie était ailleurs: dès le lendemain du conflit, la Flandre, qui estimait avoir payé un lourd tribut pendant « la grande boucherie », réclama l'organisation d'un enseignement supérieur en néerlandais. Mais pour une bonne partie de la classe dirigeante, c'eût été une trahison contre ceux qui s'étaient battus pendant la guerre puisque l'occupant avait, à travers sa *Flamenpolitik*, déjà prôné cette flamandisation. Les milieux belgicains s'opposèrent donc avec une certaine virulence à ces aspirations, ne se rendant pas bien compte que le mouvement était déjà lancé et qu'il était inutile de s'y opposer sous peine de provoquer des réactions bien plus dommageables encore pour l'unité du pays.

L'Université de Gand, c'était inéluctable, serait la première à connaître la flamandisation et, d'une certaine manière, cela inquiétait les évêques car ils redoutaient que nombre d'étudiants flamands de Louvain n'aillent gonfler ses rangs. Aussi n'exclurent-ils pas à l'époque de créer une Université catholique flamande à... Anvers. Une solution préférée à un dédoublement, notamment par le cardinal Mercier qui s'en justifia en disant que celui-ci finirait par « opposer l'une à l'autre les deux races et créer un antagonisme entre étudiants, entre professeurs, qui se prolongera dans la société. »

Drôle de prophétie quand on connaît la suite ; mais le projet anversoïis avorta faute de soutiens politiques. Les amis politiques de l'UCL ne comprenaient pas l'utilité de créer une Université catholique flamande dans la cité scaldéenne alors que Louvain se trouvait en territoire flamand. Les évêques de Namur et de Liège étaient, eux, favorables à une flamandisation rapide des candidatures en philosophie et lettres et en sciences. Une option qui pourrait surprendre, du moins si on ignore que les deux prélats étaient eux-mêmes de bons Flamands ! Leur suggestion ne fut pas retenue, en raison du coût que cela aurait entraîné et que l'Université n'aurait pu assumer.

On en resta donc à une solution minimaliste de dédoublement progressif : aux 14 cours en flamand de 1920, on en ajouta 34 autres dans les trois années suivantes. Sur les 1.600 étudiants originaires des provinces flamandes, ils furent un millier à les suivre.

## Les *Vlaamse Leergangen*

C'était peu et beaucoup à la fois si on veut bien avoir à l'esprit qu'il était impossible de payer un double corps académique. Ce fut donc la bonne volonté qui prima dans un premier temps : des professeurs enseignèrent dans les deux langues ce qui se traduisit, d'abord, par l'un ou l'autre petit billet de plus – jusque vers 1925, ils défilaient chaque mois devant le chanoine trésorier qui les payait de la main à la main après avoir été chercher les fonds dans une grosse valise à Malines ! – puis par un petit supplément presque dérisoire sur leur feuille de paie, lorsque l'UCL se dota d'un service de comptabilité digne de ce nom.

Les milieux flamands louvanistes étaient bien conscients qu'il fallait trouver de nouveaux moyens. C'est à cela qu'allèrent s'atteler, à partir de 1924, les *Vlaamse Leergangen* (littéralement : les cours flamands), une association créée à l'initiative du chanoine Joseph Sencie qui, comme jeune prêtre étudiant, originaire de Hal, avait été un des cofondateurs de *Ons Leven*, une revue au service de la cause flamande.

Cependant, en cinq ans, à peine une trentaine de cours supplémentaires furent dédoublés, et les *Vlaamse Leergangen* étaient plutôt mal pris entre les critiques des francophones qui y voyaient un groupe de pression flamingant et les nationalistes flamands qui leur reprochaient de collaborer avec le système !

Les *Vlaamse Leergangen* ne provoquèrent sans doute pas de bouleversement décisif dans la vie académique, mais leur présence accéléra une bilinguisation réelle de l'Université dans la vie quotidienne : grâce à un subside de 20.000 francs, ils amorcèrent, en 1926, la flamandisation de l'administration en réalisant des formulaires d'inscription et des programmes de cours bilingues.

La flamandisation de l'Université de Gand, en 1930, intégrale celle-là, changea la donne : cette fois, l'épiscopat accepta d'aller jusqu'au bout de la nouvelle logique communautaire à l'UCL, d'autant plus que l'État était prêt à subsidier les dédoublements. Dès 1932, 103 nouveaux cours furent flamandisés et ce fut le cas de 159 autres pendant les trois années suivantes. Autant dire que l'UCL était dédoublée... sauf la faculté de théologie et l'Institut supérieur de philosophie.

Progressivement, l'Université vit aussi se flamandiser son personnel dans une proportion non négligeable. Pendant le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, le combat du cardinal Mercier contre les militants de la cause flamande constitua encore un frein, mais cela n'empêcha pas un certain nombre de professeurs, qui ne faisaient aucun mystère de leurs préférences pour la Flandre, d'occuper des positions de pointe.

On a dit qu'ils se recrutaient principalement parmi les ecclésiastiques – les petits vicaires des campagnes flamandes avaient donc des homologues à l'Université – mais, comme le font remarquer les historiens officiels de l'UCL, on trouvait aussi, déjà bien avant la guerre, dans chaque faculté, parmi les professeurs laïcs, des défenseurs actifs de la cause flamande : on peut citer les Verriest en médecine et en sciences, Vliebergh à la faculté de droit, Scharpé en philosophie et lettres et bien d'autres encore... Le dédoublement linguistique des cours allait considérablement accroître le quota professoral flamand car, pour des raisons d'économie, on faisait surtout appel à des bilingues, et à l'époque, les intellectuels flamands possédaient mieux l'autre langue que leurs confrères wallons.

Le mouvement s'accroît sous le rectorat de Mgr Van Waeyenbergh pour déboucher finalement sur le clash que l'on sait. Mais n'anticipons pas et revenons au Louvain de l'entre-deux guerres. Cette évolution lente mais inéluctable venait à temps car, sur le terrain, les étudiants francophones et flamands en étaient arrivés à des affrontements qui n'avaient plus le côté bon enfant des grandes farces estudiantines: entre la fédération wallonne et le *Katholiek Vlaamsch Hoogstudentenverbond* (Fédération catholique des étudiants flamands – KVHV), la violence verbale de leurs journaux respectifs – *L'avant-garde* et *Ons Leven* – avait fait place à une violence physique presque incontrôlable.

En avril 1924, un étudiant wallon avait tiré sur un collègue flamand parce qu'il participait à un congrès pan-néerlandais ! Les autorités universitaires avaient étouffé le scandale en demandant au tireur de ne plus se montrer à Louvain. Elles avaient également interdit toute manifestation de caractère politique ou linguistique, ce qui leur valut de se retrouver dans le collimateur du KVHV qui trouvait tout à fait normal de faire valoir publiquement ses opinions. En guise de représailles, les étudiants devaient boycotter plusieurs cérémonies officielles.

C'est cependant dans un climat un peu rasséréiné que l'UCL traversa les années trente qui ne furent cependant pas sans soucis, notamment en raison de la « grande crise. »

On ne peut en dire autant de la décennie suivante. Trois mois exactement avant le déclenchement de la Seconde guerre mondiale, Mgr Ladeuze décédait subitement au retour d'une des nombreuses réunions interuniversitaires dont il avait été une fameuse cheville ouvrière. Son successeur, Mgr Honoré Van Waeyenbergh, géra l'UCL pendant le conflit. Comme en 14-18, il était exclu de passer sous les fourches caudines de l'occupant et le nouveau recteur commença par refuser la présence à ses côtés d'un commissaire allemand. Pas question non plus d'accepter une ingérence allemande dans les désignations de professeurs ni une présence de professeurs d'outre-Rhin. Malgré des pressions réitérées, les autorités louvanistes s'en tinrent à cette ligne de conduite. Mieux : à la fin de 1941, suite à la fermeture de l'ULB par l'autorité d'occupation, 583 étudiants du « temple du libre-examen » vinrent gonfler les rangs de l'UCL qui mit tout en oeuvre pour qu'ils se sentent bien intégrés. Pour la circonstance, on suspendit l'article du règlement qui prescrivait que les étudiants de Louvain devaient professer la foi catholique.

Les nazis n'eurent plus qu'une volonté: mettre au pas cette Université récalcitrante et ses consoeurs de Liège et de Gand. Ils pensèrent y arriver en réquisitionnant tous les étudiants de première année pour le travail obligatoire en Allemagne.

Mgr Van Waeyenbergh, informé de ce projet, s'en ouvrit aussitôt à ses collègues et leur soumit le texte d'une protestation collective. Il prit la parole au nom des autres Universités, le 19 mars, lorsqu'ils furent convoqués par les Allemands pour protester contre la volonté de réquisitionner les étudiants mais aussi pour dénoncer le sort imposé aux Belges, en violation des conventions de La Haye.

Mgr Van Waeyenbergh persista et signa: après avoir refusé de remettre les registres d'inscriptions de l'UCL, il ne tint nullement compte d'un ultimatum allemand, d'autant qu'il avait l'appui de son conseil rectoral. Devant ces manifestations répétées de désobéissance, le recteur fut arrêté le 5 juin 1943 et condamné à 18 mois de prison. Finalement, après une vague de protestations à laquelle s'associèrent le Saint-Siège et le comité international de la Croix-Rouge, cette

condamnation fut commuée en résidence forcée près de Bruxelles. Mgr Van Waeyenbergh put ainsi continuer à diriger discrètement son Université que les Allemands avaient enfin renoncé à fermer.

Pendant la dernière année de guerre, les autorités louvanistes où Mgr Suenens avait pris du galon, firent mine de ne pas trop se révolter. Toutefois, dans la plus grande discrétion, elles préparaient l'après-guerre, notamment en organisant des répétitions et des examens clandestins pour les étudiants de première année à qui l'accès de l'Université restait en principe interdit. Dans les dernières semaines de la guerre, les bâtiments universitaires souffrirent beaucoup des bombardements et des derniers combats et la tâche de reconstruction fut immense. Pourtant, l'Université louvaniste se remit au travail dès la mi-janvier 1945 avec un recteur qui allait démontrer ses talents de gestionnaire et d'organisateur à défaut d'être issu du corps académique, comme on lui en avait fait le reproche au tout début de la guerre.

Mais, s'il avait pu franchir l'épreuve de la guerre, Mgr Van Waeyenbergh allait rapidement être dépassé par les tensions communautaires de la fin des années cinquante. Et, comme on le verra, les évêques de Belgique crurent bon de le mettre sur une voie de garage en espérant, peut-être un peu naïvement, que son successeur pourrait trouver une solution à un conflit de plus en plus inextricable.